



UNE LIGNE DE CRÊTE

Pour que le collectif ne soit plus confisqué par quelques-un(e)s

Nous vivons une époque instable, traversée par des crises profondes, des guerres, des inquiétudes sociales, démocratiques et sanitaires majeures. Nous savons désormais à quelle vitesse un équilibre que l'on croyait solide peut vaciller. Une pandémie, une crise internationale ou même les conséquences d'un dérèglement plus vaste peuvent soudainement rappeler à chacun notre fragilité commune et balayer bien des certitudes. Et dans ce contexte, beaucoup de batailles d'ego ou de pouvoir paraissent parfois bien dérisoires. Peut-être est-ce aussi l'effet de l'âge, des épreuves traversées, des deuils, des combats humains et sociaux qui apprennent à relativiser. Nous ne faisons que passer. Alors si nous avons un peu de temps et de responsabilité dans la vie publique, faisons au moins en sorte de laisser autre chose derrière nous que des divisions ou des stratégies d'appareil : **un peu de dignité, d'utilité collective et d'humanité.**

Je reste socialiste. Mais je refuse désormais de me taire sur ce qui abîme profondément notre famille politique.

Depuis des années, une partie du fonctionnement interne du Parti socialiste s'est refermée sur elle-même. Les textes d'orientation, qui devraient être des espaces de réflexion, de confrontation intellectuelle sincère et de construction collective, sont devenus trop souvent des terrains d'affrontements personnels, de stratégies de réseaux et de préservation d'intérêts internes.

Le problème n'est pas le débat.

Le débat est indispensable.

Le problème, c'est la privatisation progressive du parti par des logiques d'appareil qui finissent par exclure celles et ceux qui ne viennent pas du sérail.

À Grenoble comme ailleurs, beaucoup de militants ont le sentiment d'assister à des guerres internes qui se déroulent toujours entre les mêmes profils : anciens collaborateurs, attachés parlementaires, permanents politiques, réseaux de cabinets ou d'appareils. Et même leurs oppositions finissent parfois par fonctionner dans un espace fermé, inaccessible au reste des adhérents.

Pendant ce temps-là, les militants de terrain s'épuisent, les citoyens s'éloignent et les adhérents disparaissent.

Et l'actualité nationale récente ne fait que renforcer ce malaise.

Le départ de Boris Vallaud de la direction du Parti socialiste, au nom d'un fonctionnement devenu selon lui trop verrouillé, trop brutal et insuffisamment collégial, dit quelque chose de profond de la crise que traverse aujourd'hui notre famille politique. Mais il révèle aussi un paradoxe plus large : beaucoup dénoncent désormais des mécanismes qu'ils ont parfois eux-mêmes contribué à reproduire dans leurs propres espaces internes.

C'est sans doute cela qui épuise le plus les militants.

Non pas l'existence de sensibilités différentes. Elles sont légitimes. Elles sont même nécessaires.

Mais le sentiment que les textes d'orientation finissent trop souvent par devenir des structures de pouvoir davantage que des espaces de pensée collective. Comme si les débats internes étaient moins organisés autour des convictions que autour du contrôle de l'appareil, des investitures, des réseaux et des rapports de force à venir.

Et pourtant, nous savons collectivement faire autrement lorsque l'intérêt général l'exige.

À l'Assemblée nationale, le groupe socialiste a parfois su trouver des chemins de responsabilité pour éviter le blocage institutionnel et permettre au pays d'avancer malgré les désaccords. Localement aussi, des exécutifs ont appris à composer avec des sensibilités différentes lorsqu'il fallait construire des majorités utiles aux territoires.

Pourquoi ce qui devient possible avec des partenaires extérieurs deviendrait-il impossible à l'intérieur même de notre propre famille politique ?

Pourquoi sommes-nous capables de compromis avec nos adversaires politiques lorsque les responsabilités institutionnelles l'exigent, mais incapables, en interne, de préserver un débat respectueux, pluraliste et réellement démocratique ?

C'est peut-être parce qu'en interne, le débat ne porte plus seulement sur une ligne politique. Il porte aussi, trop souvent, sur la conquête d'un pouvoir d'appareil devenu une fin en soi.

Et c'est précisément cette dérive qui éloigne peu à peu les militants sincères, les parcours atypiques, les acteurs de terrain et tous ceux qui n'entrent pas dans les codes d'un entre-soi politique devenu parfois étouffant.

Quand un parti devient progressivement un espace de reproduction interne, il finit par perdre le lien avec la société réelle. Il éloigne les salariés, les syndicalistes, les éducateurs, les associatifs, les travailleurs, les citoyens engagés qui ont eu une vie avant la politique et qui refusent d'entrer dans des logiques de clans.

Et pourtant, notre histoire locale montre qu'un autre fonctionnement a existé.

Les années de Michel Destot, André Vallini, Didier Migaud ou Jean-Jack Queyranne n'étaient pas exemptes de rivalités ni de désaccords. Mais il existait encore une culture politique, une tenue du débat, une vision collective et une conscience que le Parti socialiste devait servir un projet plus grand que les ambitions individuelles.

Aujourd'hui, il devient urgent de retrouver cette exigence.

Non pas dans la nostalgie.

Mais dans la reconstruction.

Et cette démarche n'a pas vocation à devenir un texte d'orientation supplémentaire ou une écurie de plus. Elle s'adresse aussi à toutes celles et ceux qui, dans chaque texte d'orientation, continuent à porter sincèrement une sensibilité, une réflexion et une fidélité aux valeurs socialistes. Car beaucoup subissent eux aussi l'épuisement des logiques d'appareil et la fermeture progressive du débat collectif.

L'enjeu n'est pas d'effacer les différences.

Il est de retrouver des fondamentaux communs et de redonner au Parti socialiste sa vocation de bien commun plutôt que de territoire réservé.

C'est dans cet esprit que je souhaite contribuer à ouvrir un nouvel espace de débat, de réflexion et d'action : **une Ligne de Crête.**

Une ligne de crête entre fidélité et liberté.

Entre ancrage populaire et responsabilité.

Entre justice sociale et lucidité démocratique.

Un espace pour celles et ceux qui refusent aussi bien la soumission silencieuse aux appareils que le ressentiment stérile.

Un espace pour reconstruire une gauche sincère, démocratique, sociale et profondément humaine.

Parce qu'un parti politique n'appartient ni à des clans, ni à des réseaux, ni à des professionnels de l'appareil.

Il appartient à celles et ceux qui continuent à croire qu'il peut encore servir le bien commun.